

# COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



## NEWSLETTER

**N° 153**  
**Octobre 2013**

**Newsletter de la CSSF**

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF  
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)

### RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 11 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

#### Surveillance des banques

Pierre AUBERTIN

Tom STEICHEN

Marine VIEGAS

#### Surveillance générale

Rachel PORTÉ

Carine VAN MULDER-S-PEIFFER

#### Supervision de la profession de l'audit

Marion LEENAERT

#### Surveillance des marchés d'actifs financiers

Jill DE MICHELE

#### Métier OPC

Karine ARENDT-HYARDIN

Aurélie FLAMANT

Tobias SCHELL

Michel STEICHEN

La CSSF compte 477 agents, dont 237 hommes et 240 femmes au 10 octobre 2013.

### ACTUALITES

#### ■ MISE EN LIGNE DU DOCUMENT « FREQUENTLY ASKED QUESTIONS (FAQ) CONCERNING O 1.1. REPORTING »

La CSSF souhaite porter à votre attention la publication sur son site Internet d'un document reprenant les obligations relatives au rapport mensuel O1.1. en termes de délai et de qualité des données transmises.

#### ■ LES REGULATEURS D'AUDIT SUISSE ET LUXEMBOURGEOIS ONT SIGNE UN ACCORD DE COOPERATION (UNIQUEMENT EN ANGLAIS)

The Swiss Federal Audit Oversight Authority ("FAOA") and the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") in Luxembourg, have signed a [Memorandum of Understanding](#) that sets the stage for cooperation with regard to the oversight of statutory auditors.

For the CSSF, this is the second cooperative agreement with an audit regulator outside of the European Union. Similar arrangements with other jurisdictions are under negotiation.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ SINGLE SUPERVISORY MECHANISM (« SSM »)

Les ministres des finances de la zone euro viennent de donner en date du 15 octobre 2013 leur aval définitif au règlement portant création d'un mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit, appelé communément Single Supervisory Mechanism (« SSM »). Nous nous attendons à ce que le texte soit publié au Journal officiel de l'Union européenne et qu'il entre en vigueur début novembre 2013. La Banque Centrale Européenne (« BCE ») qui sera responsable du fonctionnement général du SSM, endossera son rôle de superviseur du secteur bancaire en principe 12 mois après l'entrée en vigueur du règlement.

La BCE assurera un contrôle prudentiel direct des plus grandes banques de la zone euro. L'importance significative d'un établissement sera appréciée sur la base des critères tenant à sa taille, son importance pour l'économie de l'UE ou d'un Etat membre participant, ou encore à l'importance des activités transfrontalières de l'établissement. Par conséquent, sont considérés importants les établissements de crédit qui présentent

- une valeur totale d'actifs supérieure à 30 milliards d'euros; ou
- un ratio entre les actifs totaux et le PIB de l'Etat membre d'établissement supérieur à 20%, à moins que la valeur totale de ses actifs soit inférieure à 5 milliards d'euros ; ou encore
- pour lesquels une aide financière publique a été directement demandée ou reçue du Fonds Européen de Stabilité Financière ou Mécanisme Européen de Stabilité.

La BCE peut en outre considérer de sa propre initiative qu'un établissement de crédit présente un intérêt important du fait qu'il a établi des filiales bancaires dans plus d'un Etat membre participant et si ses activités transfrontalières représentent une partie importante de ses actifs ou passifs totaux. La CSSF pourra également revendiquer qu'un établissement qui présente un intérêt important pour l'économie nationale soit soumis à la surveillance directe de la BCE. Nonobstant les critères développés auparavant, la BCE prend la responsabilité pour la surveillance des trois plus grandes banques d'un Etat membre participant, sauf si des circonstances particulières justifient une exception de ladite règle.

Actuellement, la BCE s'apprête à adopter, en concertation avec les autorités nationales compétentes, un cadre servant à organiser les modalités pratiques de la mise en œuvre des critères d'évaluation cités ci-dessus. A ce stade, la CSSF ne peut donc pas encore donner de précisions quant à la classification définitive des banques luxembourgeoises.

Suite au lancement du SSM, la BCE aura comme mission de veiller à ce que les établissements jugés importants disposent, en matière de gouvernance, de processus et mécanismes solides, y compris des stratégies et procédures permettant d'apprécier et de préserver l'adéquation de leur capital interne. Si une banque ne respecte plus, ou risque de ne plus respecter, les exigences de fonds propres réglementaires, la BCE pourra recourir à des mesures d'intervention précoce, en l'obligeant à prendre des mesures correctrices. La BCE sera entre autres chargée d'agréeer les établissements de crédit, de faire respecter les exigences en matière d'acquisition de participations qualifiées, de mener des investigations et de prononcer des sanctions.

S'agissant des missions de surveillance qui lui auront été dévolues, la BCE exercera tous les pouvoirs anciennement attribués à la CSSF. La CSSF contribuera au SSM par la mise à disposition d'informations prudentielles et par la préparation de décisions touchant aux établissements nationaux. Des agents expérimentés de la CSSF vont également participer aux diverses équipes de surveillance à instaurer auprès de la BCE, et un représentant de la CSSF siègera au comité de surveillance.

Les banques considérées de « moindre importance » resteront sous la surveillance directe de la CSSF, qui rapportera régulièrement à la BCE en la matière. La BCE veillera également dans ce domaine à ce que les règlements et principes prudentiels applicables soient respectés.

Dans le cadre de sa mission SSM, la BCE s'apprête à lancer une vaste campagne de recrutement. Il est prévu qu'un certain nombre de superviseurs de la CSSF rejoindront les équipes de la BCE pour contribuer sur place à l'exercice de la surveillance prudentielle par la BCE dans le nouveau contexte du SSM.

### SANCTIONS

#### ■ FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux membres du conseil de gérance de l'associé commandité, respectivement du conseil d'administration, de 15 sociétés d'investissement, ainsi qu'aux membres du conseil de gérance de la société de gestion respective de 2 fonds communs de placement, pour non transmission du rapport financier annuel.

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux membres du conseil de gérance de l'associé commandité, respectivement du conseil d'administration, de 7 sociétés d'investissement, ainsi qu'aux membres du conseil de gérance de la société de gestion respective de 2 fonds commun de placement, pour non transmission de la lettre de recommandation (« management letter »).

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé une amende d'ordre au conseil de gérance d'une société d'investissement pour la non transmission d'informations demandées par la CSSF.

#### ■ SOCIETES DE GESTION

Conformément à l'article 148(1) de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux membres du conseil de gérance d'une société de gestion pour non transmission du rapport financier annuel.

### AVERTISSEMENTS

#### ■ AVERTISSEMENT PUBLIE PAR L'AUTORITE CHYPRIOTE (CYPRUS SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION) CONCERNANT LES ACTIVITES D'UNE ENTITE DENOMMEE CF INVEST LTD

L'avertissement est publié sur notre site Internet à l'adresse :

<http://www.cssf.lu/protection-consommateurs-financiers/avertissements/news-cat/116/>.

#### ■ AVERTISSEMENTS PUBLIES PAR L'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_alerts/](http://www.iosco.org/investor_alerts/).

### COMMUNIQUES DE PRESSE

#### ■ MISE A JOUR DU DOCUMENT « QUESTIONS / REPONSES RELATIVES A LA TITRISATION »

##### **Communiqué de presse 13/46 du 23 octobre 2013**

La CSSF informe qu'une mise à jour des questions / réponses relatives à la titrisation a été publiée sur son site internet. La modification essentielle concerne l'introduction d'une nouvelle question 19 relative à l'impact de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs sur les organismes de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

### ■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A.

#### Communiqué de presse 13/45 du 23 octobre 2013 (uniquement en anglais)

The CSSF informs that on 9 October 2013 Mr Mark James Shaw and Mr Malcolm Cohen of BDO LLP were appointed as Provisional Liquidators of ARM Asset Backed Securities S.A. ("ARM") by the English Court. For further information, please refer to the Provisional Liquidators' website ([www.bdo.co.uk/arm-abs-sa](http://www.bdo.co.uk/arm-abs-sa)) where important information is and will be posted. Any bondholder who wishes to contact the Provisional Liquidators should do so by email at [ARM.ABS.SA@bdo.co.uk](mailto:ARM.ABS.SA@bdo.co.uk).

The CSSF is currently assessing the implications of the appointment of the Provisional Liquidators on ARM's Luxembourg liquidation process and will keep investors' informed as appropriate.

### ■ MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE (SSM) : LA BCE LANCE L'EVALUATION COMPLETE PREALABLE A L'EXERCICE DE SON ROLE DE SUPERVISEUR

#### Communiqué de presse 13/44 du 23 octobre 2013 (uniquement en anglais)

Today, the ECB announced details of the comprehensive assessment to be conducted in preparation of assuming full responsibility for supervision as part of the single supervisory mechanism.

The list of banks subject to the assessment is also being published; the Luxembourg institutions subject to the assessment are the following:

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Clearstream Banking S.A.

Precision Capital S.A. (Holding of Banque Internationale à Luxembourg and KBL European Private Bankers S.A.)

RBC Investor Services Bank S.A.

State Street Bank Luxembourg S.A.

UBS (Luxembourg) S.A.

Details on the assessment as well as on its timing are provided in the overview of the key features of the comprehensive assessment.

<http://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2013/html/pr131023.en.html>

<http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/notecomprehensiveassessment201310en.pdf?f53fec887cd7d26cff99974c692912a2>

### ■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30 SEPTEMBRE 2013

#### Communiqué de presse 13/43 du 22 octobre 2013

**La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 4.273 millions d'EUR au 30 septembre 2013. Par rapport à la même date de l'exercice 2012, le résultat avant provisions augmente ainsi de 13%.**

Les résultats enregistrés par les banques au troisième trimestre s'inscrivent dans la continuité des deux trimestres précédents. La **marge d'intérêts** reste baissière en comparaison annuelle (-7,6%). Ce recul reflète la réduction des bilans bancaires et le niveau très bas des taux d'intérêt. Pour les **revenus de commissions** et les **autres revenus nets**, le climat boursier favorable se solde par une hausse de ces postes de 8,4% et 157,3% respectivement. La

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

progression des autres revenus nets, très volatiles, correspond à la hausse des valorisations des portefeuilles titres suite à l'évolution favorable de leurs prix de marché.

Dans l'ensemble, les revenus du secteur bancaire tels que mesurés par le produit bancaire augmentent de 7,9% sur un an.

Les **frais généraux** augmentent de 2,6% sur un an. Cette hausse résulte de la progression des seuls **frais de personnel**, les frais généraux administratifs restant inchangés. La forte hausse des frais de personnel (+5,1%) résulte principalement des coûts liés aux réductions d'effectifs auxquelles procèdent certaines banques de la place.

La somme des développements susmentionnés se traduit par un résultat avant provisions qui progresse de 13% en comparaison annuelle.

### Compte de profits et pertes au 30 septembre 2013

Postes en millions d'EUR	Septembre 2012	Septembre 2013	%
Marge d'intérêts <sup>1</sup>	4.158	3.841	-7,6%
Revenus de commissions	2.827	3.064	8,4%
Autres revenus nets	424	1.092	157,3%
<b>Produit bancaire</b>	<b>7.409</b>	<b>7.996</b>	<b>7,9%</b>
Frais de personnel	1.935	2.034	5,1%
Autres frais généraux	1.694	1.689	-0,3%
<b>Frais généraux</b>	<b>3.629</b>	<b>3.723</b>	<b>2,6%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>3.780</b>	<b>4.273</b>	<b>13,0%</b>

<sup>1</sup> Y compris dividendes perçus sur les filiales

### ■ PUBLICATION DU DOCUMENT "GUIDELINES ON THE REPORTING OBLIGATIONS FOR ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGERS (AIFMS)" PAR L'AEMF (ESMA)

#### Communiqué de presse 13/42 du 8 octobre 2013 (uniquement en anglais)

As announced in point 6. of our press release 13/32 dated 18 July 2013 ("PRACTICAL GUIDANCE IN RELATION TO THE REGISTRATION OR AUTHORISATION UNDER THE AIFM LAW OF AIFM ESTABLISHED IN LUXEMBOURG") the European Securities and Markets Authority (ESMA) has published on 1st October 2013 its final report on "Guidelines on reporting obligations under Articles 3(3)(d) and 24(1), (2) and (4) of the AIFMD".

The guidelines aim to clarify provisions of the AIFMD and its "delegated act" ("Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012") on required information, which will help to have a more comprehensive and consistent oversight of AIFMs' activities.

As the press release reveals, ESMA has also published an Opinion that proposes to introduce additional periodic reporting including such information as Value-at-Risk of AIFs or the number of transactions carried out using high frequency algorithmic trading techniques.

In addition to the Guidelines and the Opinion, ESMA has published on its website technical documents that should help regulators and the AIFMs to transmit the requested reporting in a standardised way to national competent authorities and to ESMA.

The CSSF will soon publish a circular which will include among others the practical aspects of reporting and clarification on the information to be reported to the CSSF as well as the timing of such reporting via the reporting template foreseen by Annex IV of the Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012.

All interested parties are invited to send their remarks, questions and contributions to [aifm@cssf.lu](mailto:aifm@cssf.lu).

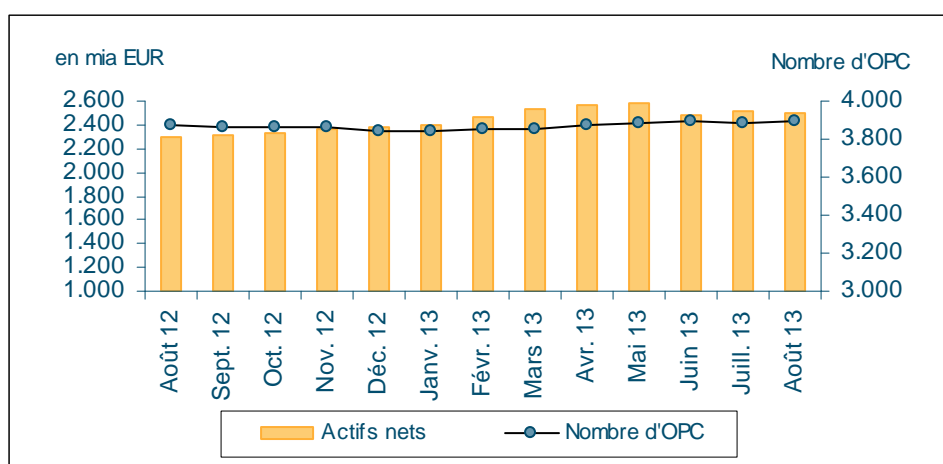
### ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS D'AOÛT 2013

Communiqué de presse 13/41 du 30 septembre 2013

#### I. Situation globale

Au 31 août 2013, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.498,839 milliards contre EUR 2.523,186 milliards au 31 juillet 2013, soit une diminution de 0,96% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 8,86%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois d'août une variation négative se chiffrant à EUR 24,347 milliards. Cette diminution représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 0,105 milliards (+0,00%) et de l'évolution défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 24,452 milliards (-0,97%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.894 par rapport à 3.884 le mois précédent. 2.514 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.203 compartiments. En y ajoutant les 1.380 entités à structure classique, au total 13.583 entités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois d'août :

Les différentes catégories d'OPC ont dû faire face à des pertes de cours notamment en raison des tensions liées à la situation en Syrie et la menace d'une intervention militaire, ainsi qu'aux anticipations d'une réduction imminente des rachats d'obligations par la Réserve fédérale américaine.

L'intensité des mouvements baissiers sur les marchés d'actions ne fut cependant pas uniforme à travers les différentes catégories d'OPC à actions. Ainsi, les catégories d'OPC à actions de l'Europe et des Etats-Unis ont connu des baisses moins importantes sous l'impulsion notamment de données conjoncturelles plus favorables. En revanche, les pertes de cours étaient plus prononcées d'une part au niveau des catégories d'OPC à actions d'Asie et d'Amérique latine, face notamment à la dépréciation de la plupart des devises des pays émergents, et d'autre part au niveau de la catégorie d'OPC à actions du Japon, suite à une croissance plus faible du produit intérieur brut malgré la stratégie « Abenomics » basée sur une politique monétaire accommodante et des programmes conjoncturels visant à stimuler l'économie japonaise.

Au mois d'août, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Evolution des OPC à actions au mois d'août 2013\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-1,08%	0,42%
Actions européennes	-0,80%	2,88%
Actions américaines	-1,98%	0,04%
Actions japonaises	-3,59%	0,14%
Actions Europe de l'Est	-2,09%	-1,94%
Actions Asie	-2,69%	-2,20%
Actions Amérique latine	-3,32%	-4,06%
Actions autres	-2,54%	-0,86%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Au niveau de la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR, des données conjoncturelles favorables ont engendré une augmentation des rendements sur les obligations publiques à haute notation. La baisse résultante des cours a été compensée en partie par une demande accrue pour ces obligations suite à une aversion croissante aux risques des investisseurs sous la menace d'une intervention militaire en Syrie. Cette tendance à la baisse des cours des emprunts publics à haute notation a eu un effet d'entraînement sur les obligations privées, dont les cours ont légèrement régressé. En somme, la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a enregistré des pertes de cours pour le mois sous revue.

Pour la catégorie d'obligations libellées en USD, la réduction anticipée des rachats d'actifs par la Réserve fédérale américaine a engendré une remontée des taux d'intérêts sur les obligations d'Etat américaines. En conséquence, cette catégorie d'obligations a subi une baisse des cours, atténuée par une demande accrue pour ces obligations suite à la situation en Syrie.

Concernant la catégorie d'OPC à obligations de marchés émergents, l'annonce de la Réserve fédérale américaine de réduire son programme de rachats des actifs a mis sous pression tant les cours des obligations des pays émergents que leurs devises, touchant surtout les pays faisant face à un large déficit de la balance des opérations courantes. En conséquence, on a pu observer une baisse des cours au niveau de cette catégorie d'OPC.

Au mois d'août, les catégories d'OPC à obligations ont globalement affiché un investissement net en capital légèrement positif.

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois d'août 2013\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	-0,02%	-1,38%
Marché monétaire en USD	0,30%	-0,26%
Marché monétaire marché global	0,39%	0,03%
Obligations libellées en EUR	-0,40%	-0,14%
Obligations libellées en USD	-0,71%	-1,26%
Obligations marché global	-0,86%	-0,05%
Obligations marchés émergents	-2,99%	-2,22%
Obligations High Yield	-0,68%	0,52%
Autres	-0,15%	0,28%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent



## Commission de Surveillance du Secteur Financier

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois d'août 2013\*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-0,74%	0,02%
Fonds de Fonds	-0,90%	0,79%

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

### II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la loi de 2010 et des FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1.653	1.646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2.868	2.059,395 €
31/01/2008	1.662	1.539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2.932	1.951,141 €
29/02/2008	1.680	1.543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2.972	1.962,845 €
31/03/2008	1.700	1.480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3.012	1.895,445 €
30/04/2008	1.733	1.541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3.083	1.964,076 €
31/05/2008	1.736	1.566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3.105	1.996,959 €
30/06/2008	1.755	1.480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3.153	1.902,092 €
31/07/2008	1.784	1.471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3.220	1.896,357 €
31/08/2008	1.817	1.487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3.284	1.917,993 €
30/09/2008	1.827	1.375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3.322	1.796,696 €
31/10/2008	1.845	1.243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3.351	1.647,028 €
30/11/2008	1.840	1.206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3.364	1.604,237 €
31/12/2008	1.826	1.169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3.371	1.559,653 €
31/01/2009	1.837	1.183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3.398	1.571,534 €
28/02/2009	1.838	1.149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3.402	1.530,291 €
31/03/2009	1.840	1.154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3.396	1.526,563 €
30/04/2009	1.847	1.213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3.415	1.592,932 €
31/05/2009	1.849	1.243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3.425	1.619,269 €
30/06/2009	1.846	1.255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3.435	1.631,256 €
31/07/2009	1.848	1.327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3.438	1.706,030 €
31/08/2009	1.851	1.360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3.449	1.739,417 €
30/09/2009	1.849	1.394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3.457	1.773,834 €
31/10/2009	1.844	1.399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3.454	1.777,528 €
30/11/2009	1.858	1.415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3.473	1.788,910 €
31/12/2009	1.843	1.465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3.463	1.840,993 €
31/01/2010	1.842	1.477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3.480	1.860,688 €
28/02/2010	1.843	1.511,384 €	646	221,532 €	1.009	165,018 €	3.498	1.897,934 €
31/03/2010	1.847	1.584,238 €	643	226,268 €	1.026	170,032 €	3.516	1.980,538 €

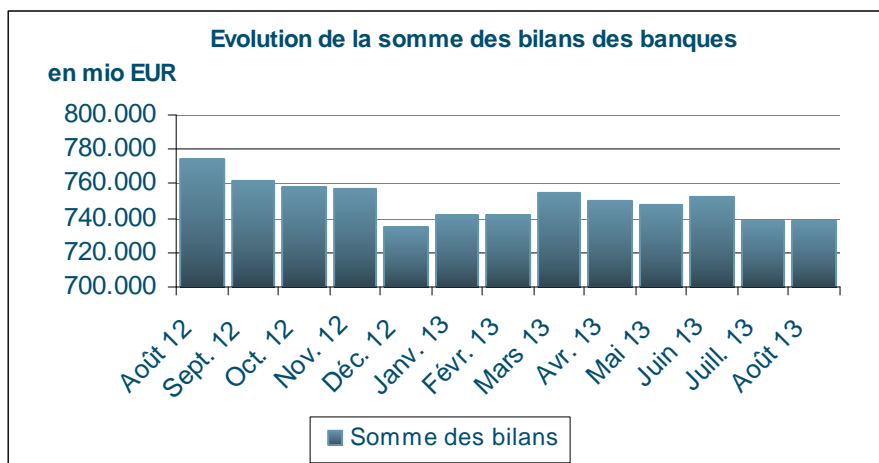
## Commission de Surveillance du Secteur Financier

30/04/2010	1.842	1.611,938 €	640	227,551 €	1.039	173,398 €	3.521	2.012,887 €
31/05/2010	1.846	1.589,202 €	637	225,773 €	1.059	177,438 €	3.542	1.992,413 €
30/06/2010	1.843	1.600,977 €	636	224,773 €	1.071	184,887 €	3.550	2.010,637 €
31/07/2010	1.849	1.610,800 €	638	222,244 €	1.095	186,179 €	3.582	2.019,223 €
31/08/2010	1.855	1.653,112 €	637	223,081 €	1.122	192,797 €	3.614	2.068,990 €
30/09/2010	1.858	1.667,806 €	631	220,834 €	1.144	195,100 €	3.633	2.083,740 €
31/10/2010	1.854	1.688,755 €	630	219,558 €	1.161	199,262 €	3.645	2.107,575 €
30/11/2010	1.851	1.733,602 €	629	219,956 €	1.176	207,314 €	3.656	2.160,872 €
31/12/2010	1.846	1.762,666 €	629	222,178 €	1.192	214,150 €	3.667	2.198,994 €
31/01/2011	1.847	1.748,015 €	626	220,255 €	1.211	215,757 €	3.684	2.184,027 €
28/02/2011	1.857	1.770,049 €	620	220,032 €	1.228	218,117 €	3.705	2.208,198 €
31/03/2011	1.858	1.755,924 €	622	216,151 €	1.244	218,821 €	3.724	2.190,896 €
30/04/2011	1.858	1.759,531 €	624	213,823 €	1.254	222,054 €	3.736	2.195,408 €
31/05/2011	1.864	1.782,367 €	619	211,981 €	1.266	224,860 €	3.749	2.219,208 €
30/06/2011	1.864	1.750,292 €	616	210,172 €	1.269	224,535 €	3.749	2.184,999 €
31/07/2011	1.861	1.752,281 €	629	210,582 €	1.305	226,802 €	3.795	2.189,665 €
31/08/2011	1.860	1.652,805 €	627	204,518 €	1.312	228,618 €	3.799	2.085,941 €
30/09/2011	1.858	1.600,158 €	618	201,939 €	1.340	229,980 €	3.816	2.032,077 €
31/10/2011	1.856	1.635,157 €	611	203,545 €	1.352	233,235 €	3.819	2.071,937 €
30/11/2011	1.862	1.623,445 €	605	200,459 €	1.366	235,515 €	3.833	2.059,419 €
31/12/2011	1.870	1.655,509 €	601	201,671 €	1.374	239,332 €	3.845	2.096,512 €
31/01/2012	1.856	1.709,460 €	594	202,915 €	1.387	244,706 €	3.837	2.157,081 €
29/02/2012	1.854	1.750,218 €	591	203,540 €	1.402	249,401 €	3.847	2.203,159 €
31/03/2012	1.860	1.762,166 €	587	202,875 €	1.419	252,165 €	3.866	2.217,206 €
30/04/2012	1.858	1.768,717 €	583	203,300 €	1.431	253,583 €	3.872	2.225,600 €
31/05/2012	1.859	1.750,722 €	582	203,715 €	1.433	257,590 €	3.874	2.212,027 €
30/06/2012	1.841	1.762,870 €	581	202,440 €	1.445	259,169 €	3.867	2.224,479 €
31/07/2012	1.835	1.823,366 €	576	207,093 €	1.453	266,258 €	3.864	2.296,717 €
31/08/2012	1.834	1.825,035 €	573	204,103 €	1.465	266,261 €	3.872	2.295,399 €
30/09/2012	1.827	1.845,500 €	567	201,592 €	1.472	267,356 €	3.866	2.314,448 €
31/10/2012	1.820	1.860,241 €	563	199,842 €	1.485	269,566 €	3.868	2.329,649 €
30/11/2012	1.815	1.891,001 €	561	196,886 €	1.487	271,835 €	3.863	2.359,722 €
31/12/2012	1.801	1.913,089 €	555	193,769 €	1.485	276,968 €	3.841	2.383,826 €
31/01/2013	1.803	1.936,513 €	550	191,354 €	1.487	278,061 €	3.840	2.405,928 €
28/02/2013	1.809	1.990,596 €	548	194,399 €	1.492	283,075 €	3.849	2.468,070 €
31/03/2013	1.806	2.038,580 €	543	199,556 €	1.505	290,784 €	3.854	2.528,920 €
30/04/2013	1.818	2.068,815 €	542	201,405 €	1.511	295,036 €	3.871	2.565,256 €
31/05/2013	1.817	2.086,281 €	541	202,228 €	1.526	295,590 €	3.884	2.584,099 €
30/06/2013	1.815	2.004,275 €	541	197,248 €	1.534	285,061 €	3.890	2.486,584 €
31/07/2013	1.804	2.038,269 €	543	197,344 €	1.537	287,573 €	3.884	2.523,186 €
31/08/2013	1.806	2.014,560 €	539	196,025 €	1.549	288,254 €	3.894	2.498,839 €

STATISTIQUES

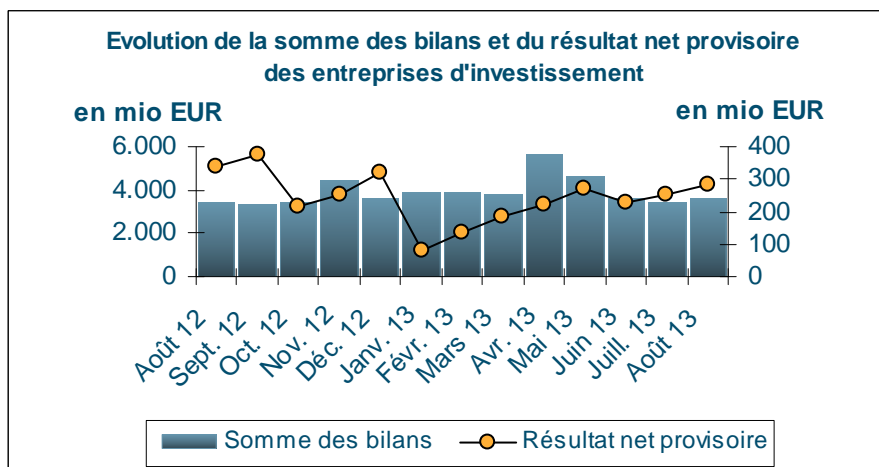
■ BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 août 2013 en hausse



■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

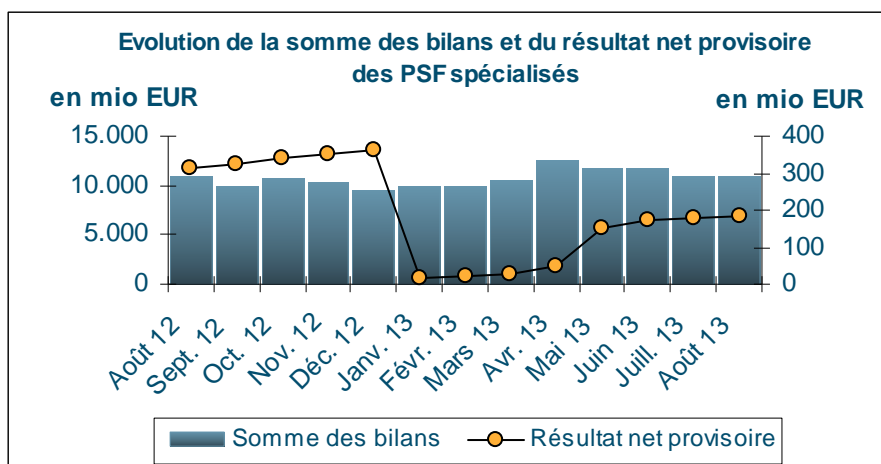
Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 août 2013 en hausse



## Commission de Surveillance du Secteur Financier

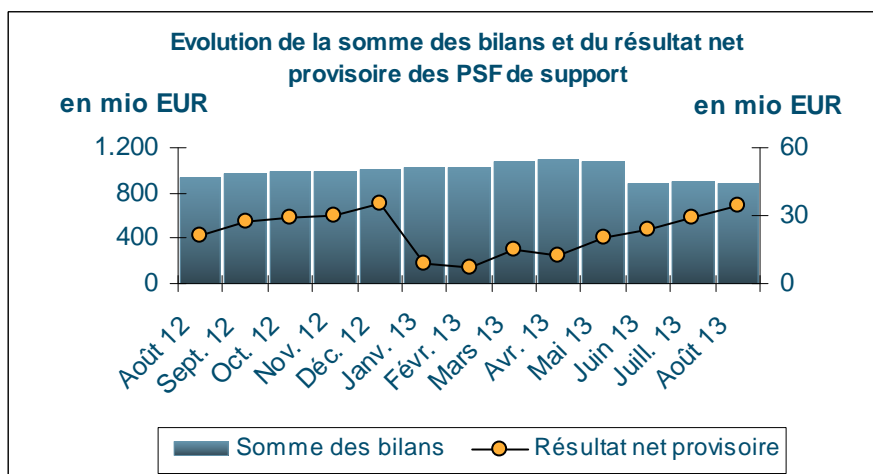
### ■ PSF SPÉCIALISÉS

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 août 2013 en hausse



### ■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 août 2013 en baisse



### ■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la **SICAR** suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- AUGUST S.C.A., SICAR, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

Au 7 octobre 2013, le nombre de SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à **279** unités.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ FONDS DE PENSION ET ORGANISMES DE TITRISATION

Au 11 octobre 2013, **14 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **15 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

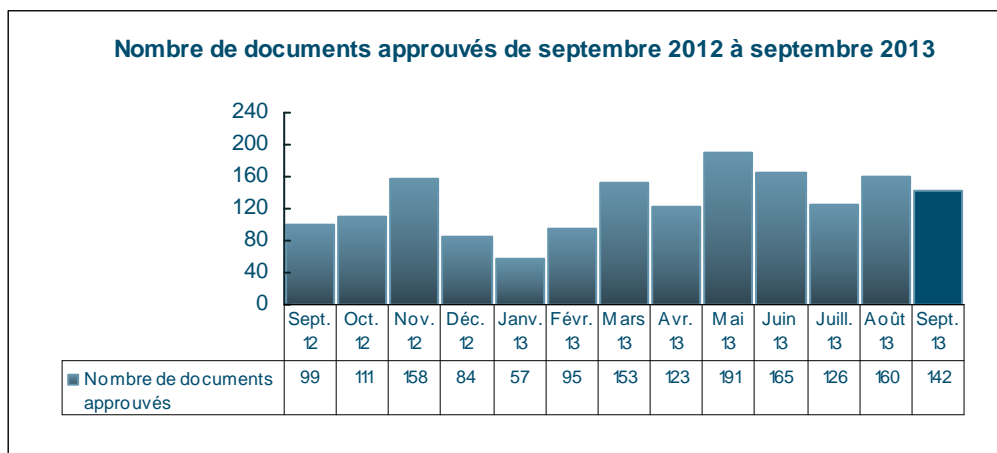
Le nombre des **organismes de titrisation** agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **30 unités** au 14 octobre 2013.

### ■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 septembre 2013, 71 cabinets de révision agréés et 229 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 52 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

### ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

#### 1. Approbation par la CSSF

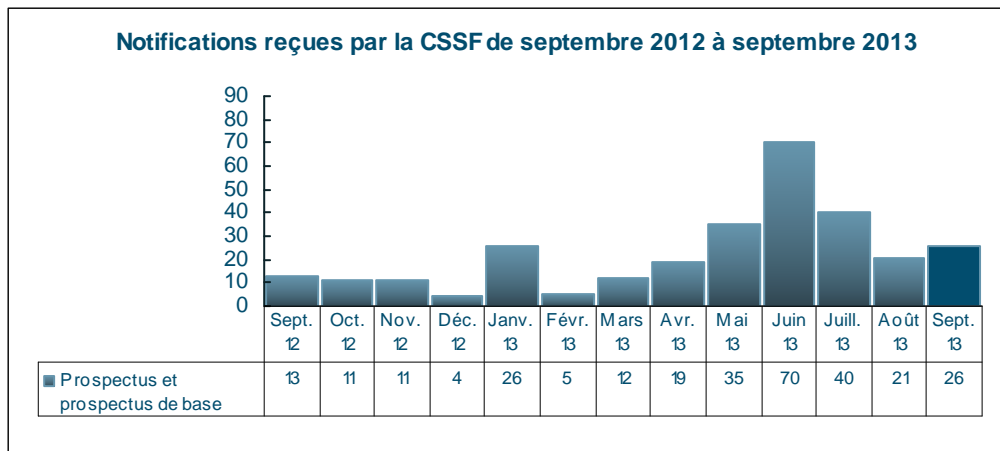


Au cours du mois de septembre 2013, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 142 documents, qui se répartissent comme suit :

prospectus de base :	19	(13,38 %)
autres prospectus :	43	(30,28 %)
suppléments :	80	(56,34 %)

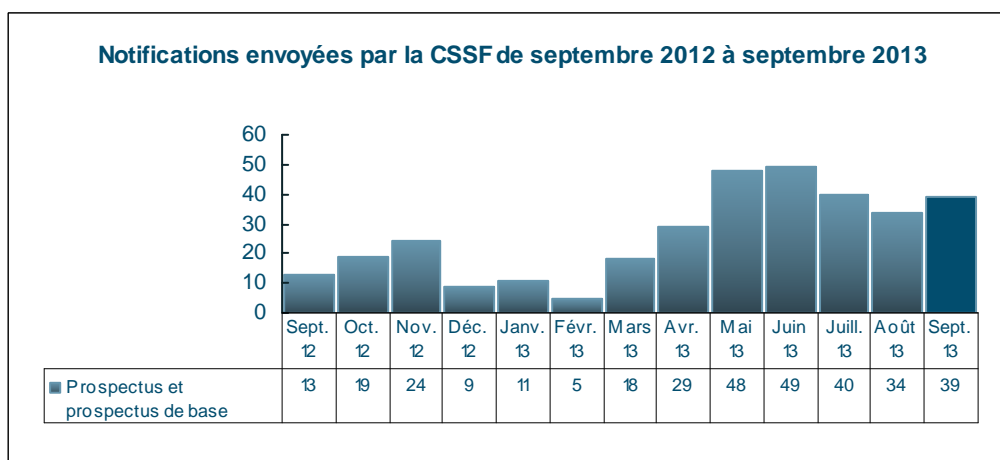
## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### 2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de septembre 2013, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 26 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 85 notifications relatives à des suppléments.

### 3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de septembre 2013, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 39 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 49 notifications relatives à des suppléments<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

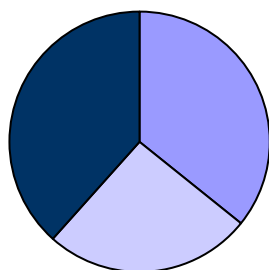
### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 12 septembre 2013, quatre émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, cinq émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 3 octobre 2013, 640 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

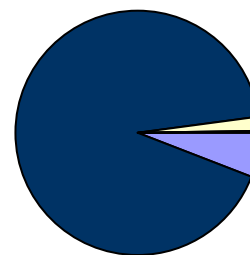
#### Répartition des émetteurs par pays

- Luxembourg : 36,25 %
- Espace Economique Européen : 32,34 %
- Pays Tiers : 31,41 %



#### Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

- Actions : 7,50 %
- Titres de créance : 91,25 %
- Certificats représentatifs : 1,09 %
- Warrants : 0,16 %



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Inscriptions :

**CHINA CONSTRUCTION BANK CORPORATION, LUXEMBOURG BRANCH**  
1, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**HAUCK & AUFHÄUSER PRIVATBANKIERS KGAA, NIEDERLASSUNG LUXEMBOURG**  
23, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FINANCING AND DISTRIBUTION**  
33, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

#### Radiation :

**HAUCK & AUFHÄUSER BANQUIERS LUXEMBOURG S.A.**  
23, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

#### Changements d'adresse :

**BANQUE RAIFFEISEN**  
4, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange

**STANDARD CHARTERED BANK LUXEMBOURG BRANCH**  
26/28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ LISTE DES COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING

#### Radiation :

**RBC INVESTOR SERVICES LIMITED**  
14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette  
Liquidation volontaire à partir du 4 octobre 2013

### ■ LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Inscriptions :

**REAL SOLUTIONS S.A.**  
33, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg  
Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier  
Autorisation ministérielle du 16 septembre 2013

**SIMAC PROFESSIONAL S.A.**  
3, rue Pierre Schuetz, L-4946 Bascharage  
Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier  
Autorisation ministérielle du 31 juillet 2013

#### Changements de statut :

**NETCORE PSF S.A.**  
49, rue Baerendall, L-8012 Mamer  
Statut additionnel : opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier

**QUILVEST LUXEMBOURG SERVICES S.A.**  
3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg  
Statuts additionnels : domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

#### Changements d'adresse :

**CENTRALIS S.A.**  
8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg

**INTERINVEST S.A.**  
European Bank and Business Center – Bâtiment B  
6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

**MERRILL LYNCH EQUITY S.A R.L.**  
Atrium Business Park  
33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange

**PRAXIS LUXEMBOURG S.A.**  
55, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

**SS&C GLOBEOP (LUXEMBOURG) S.A R.L.**  
26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

**T-SYSTEMS LUXEMBOURG S.A.**  
22, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach



## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Changement d'activité et changement d'adresse :

**BELADOR ADVISORS UK LIMITED LUXEMBOURG BRANCH**  
26-28, rue Edward Steichen (2<sup>ème</sup> étage), L-2540 Luxembourg  
Service d'investissement exercé : conseil en investissement

### ■ **LISTES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC) ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES (FIS)**

### Inscriptions :

Durant le mois de référence, les 30 organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

#### ■ OPC partie I Loi 2010 :

**2CG FUNDS**  
2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

**BERENBERG GLOBAL EQUITY SELECTION PROTECT**  
18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**BKC-FONDS**  
18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**CAIXABANK GLOBAL SICAV**  
33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

**ELIGO FUND**  
4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

**FRAMAS-TREUHAND**  
4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

**KAPITAL ERTRAG GLOBAL**  
15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

**MORA FUNDS SICAV**  
11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

**STARS**  
2, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**STRATTON STREET UCITS**  
2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

**SÜDINVEST GLOBAL STRATEGY**  
8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**UNIGARANT95: AKTIEN WELT (2020)**  
308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

#### ■ OPC partie II Loi 2010 :

**CRONOS FINANCE FUND**  
1, place de Metz, L-1930 Luxembourg

**DB FUNDS**  
4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ FIS :

**AKUO INVESTMENT S.C.A. SICAV-SIF II**  
25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**ALTIUS REAL ASSETS FUND S.C.A., SICAV-SIF**  
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

**AQR LUX FUNDS**  
49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**CLEARLIGHT TURNAROUND FUND III (SCA) SICAV-SIF**  
6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**DEGROOF PHENIX INSTITUTIONAL FUND**  
12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**ESO SPECIAL OPPORTUNITIES FUND II FCP SIF**  
51, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**EUROPEAN CAPITAL INVESTMENT FUND**  
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**FIDUS OPPORTUNITIES FUND, SCA-SICAV-SIF**  
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**GOLDING ALTERNATIVE INVESTMENTS SICAV-FIS II**  
43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**GOLDING ALTERNATIVE INVESTMENTS SICAV-FIS**  
43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**GOLDING PRIVATE DEBT SICAV-FIS VIII**  
43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**SCHLUMBERGER INTERNATIONAL STAFF RETIREMENT FUND, FCP-SIF**  
2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

**SCM INFRASTRUCTURE SELECT**  
47, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**SEB PRIVATE EQUITY OPPORTUNITY FUND III S.C.A. SICAV-SIF**  
4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

**SOLVENTA SICAV-SIF S.C.A.**  
2, place Dargent, L-1413 Luxembourg

**THE FINE ART FUND S.C.A., SICAV-SIF**  
20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

**UBP DEDICATED SICAV-SIF**  
287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Radiations :

Les 20 organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

■ OPC partie I Loi 2010 :

**ACT II CAPITAL**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**ASSENAGON TREND**

1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**DWS BOND FLEXIBLE**

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

**FIXED INCOME FLEXIBLE**

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

**FT PROTECTED GROWTH FUND**

534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

**H2FONDS**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**HV FONDS**

21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

**MAHRBERG FUND**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**RECORD FUND**

3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

**RM SPECIAL SITUATIONS TOTAL RETURN I**

8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf

**RPM FCP**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**SEB STRATEGY AGGRESSIVE FUND**

4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

**VONTOBEL SICAV**

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

■ OPC partie II Loi 2010 :

**EURIZON ALTERNATIVE FUND**

8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

**MT WEALTH MANAGEMENT PRIVATE FUND**

287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

■ FIS :

**DWS RUSSIA AGGREGATE BOND FUND**

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### **DWS RUSSIA CIS EQUITY FUND**

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

### **LIBRARY ART FUND**

15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

### **NB GREATER CHINA EQUITY FUND**

287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

### **VH CAPITAL S.C.A., SICAV-FIS**

2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

### Inscription :

#### \* PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A.

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

### Radiation :

#### PRIMA MANAGEMENT AG

4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg

### Changements de dénomination :

ALKEN LUXEMBOURG S.A R.L. a changé sa dénomination en  
**ALKEN LUXEMBOURG S.A.**

POLARIS INVESTMENT S.A. a changé sa dénomination en  
**QUAESTIO INVESTMENTS S.A.**

### Changements d'adresse :

#### ALMA CAPITAL INVESTMENT MANAGEMENT

6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

#### ANIMA MANAGEMENT COMPANY S.A.

8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

#### GS&P KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT S.A.

44, Esplanade de la Moselle, L-6637 Wasserbillig

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

### Radiation :

#### \* PIMCO GLOBAL ADVISORS (LUXEMBOURG) S.A.

2-8, avenue Charles de Gaulles, L-1653 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Changements d'adresse :

**CINVEN MANCO S.A R.L.**  
7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf

**MAIN SOURCE S.A.**  
9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg

\* la société de gestion s'est soumise aux dispositions de l'article 101 du chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010

### ■ **LISTE DES GESTIONNAIRES DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS AGREES SUIVANT LE CHAPITRE 2 DE LA LOI DU 12 JUILLET 2013**

### Inscription :

**PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.**  
8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

### ■ **LISTE DES SICAR**

### Inscription :

**AUGUST S.C.A., SICAR**  
1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

### Changements d'adresse :

**CATALYST ROMANIA S.C.A. SICAR**  
7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel

**ELIKONOS JEREMIE S.C.A. SICAR**  
7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel

**PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR**  
55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

**PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2008 S.C.A., SICAR**  
55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR**  
55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL MEZZANINE 2007 S.C.A., SICAR**  
55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE 2008 S.C.A., SICAR**  
55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

**RB INTERNATIONAL DEVELOPMENT FUND I S.C.A. SICAR**  
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

#### Inscriptions :

<u>NOM</u>	<u>PAYS DU SIEGE</u>
ENI Finance International S.A.	Belgique
ORES SCRL	Belgique
RoadChef Finance Limited	Îles Caïmans
Watercraft Capital S.A.	Luxembourg

#### Radiations :

<u>NOM</u>	<u>PAYS DU SIEGE</u>
Consum.IT Securitisation S.R.L.	Italie
Fundamental European Value S.A.	Luxembourg
Mantegna Finance II S.R.L.	Italie
Melchior CDO I S.A.	Luxembourg
Red Electrica de España Finance B.V.	Pays-Bas
SC Germany Consumer 11-1 Limited	Irlande
SPARC III Limited	Îles Caïmans
Stade Finance a.r.l.	Jersey
Ursa Mortgage Finance S.A.	Luxembourg
Whitney Private Debt Fund	Etats-Unis
Zermatt CBO Limited	Îles Caïmans

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### PLACE FINANCIERE

#### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (09/10/2013)	146	↗ 4 entités
	Somme des bilans (31/08/2013)	EUR 738,499 mia	↘ EUR 36,08 mia
	Résultat avant provision (30/09/2013)	EUR 4,27 mia	↗ EUR 0,56 mia
Etablissements de paiement	Nombre (10/10/2013)	5 dont 1 succursale	aucune variation
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (10/10/2013)	5	↗ 2 entités
OPC	Nombre (16/10/2013)	Partie I loi 2010 : 1.809	↘ 17 entités
		Partie II loi 2010 : 532	↘ 34 entités
		FIS : 1.542	↗ 69 entités
		TOTAL : 3.883	↗ 18 entités
	Patrimoine global net (31/08/2013)	EUR 2.498,839 mia	↗ EUR 203,44 mia
Sociétés de gestion	Nombre (30/09/2013)	Chapitre 15 loi 2010 : 191	↗ 10 entités
		Chapitre 16 loi 2010 : 196	↘ 4 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (10/10/2013)	3	n/a
SICAR	Nombre (07/10/2013)	279	↗ 1 entité
Fonds de pension	Nombre (11/10/2013)	14	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (14/10/2013)	30	↘ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (11/10/2013)	112 dont 11 succursales	↘ 3 entités
		Somme des bilans (31/08/2013)	EUR 3,561 mia
		Résultat net provisoire (31/08/2013)	EUR 282,420 mio
PSF spécialisés	Nombre (11/10/2013)	125	↗ 4 entités
		Somme des bilans (31/08/2013)	EUR 10,863 mia
		Résultat net provisoire (31/08/2013)	EUR 185,112 mio
PSF de support	Nombre (11/10/2013)	83	↘ 3 entités
		Somme des bilans (31/08/2013)	EUR 885,213 mio
		Résultat net provisoire (31/08/2013)	EUR 34,85 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (03/10/2013)	640	↘ 38 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (30/09/2013)	71 cabinets de révision agréés	↗ 2 entités
		229 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 3 personnes
		52 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	↘ 1 entité
Emploi (30/06/2013)	Banques	26.382 personnes	↘ 296 personnes
	Sociétés de gestion (chapitre 15)	2.861 personnes	↗ 186 personnes
	Entreprises d'investissement	2.663 personnes	↗ 493 personnes
	PSF spécialisés	3.113 personnes	↘ 311 personnes
	PSF de support	9.063 personnes	↘ 159 personnes
	Total	44.082 personnes	↘ 87 personnes *

\* Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.